

N° 196/CA du Répertoire

N° 00-14/CA du Greffe

Arrêt du 08 décembre 2005

Aff : SINHA Blaise

C/

- Préfet Atlantique

République du Bénin

Au Nom du Peuple Béninois

Cour Suprême

Chambre Administrative

La Cour,

Vu la requête en date à Cotonou du 26 janvier 2000 enregistrée au greffe de la Cour Suprême le 27 janvier 2000 sous le numéro 0086/GCS, par laquelle Maître Wenceslas de SOUZA, Avocat à la Cour d'Appel de Cotonou, Conseil de Monsieur SINHA A. Blaise, a saisi la Haute Juridiction d'un recours pour excès de pouvoir aux fins d'enjoindre à la Préfecture de l'Atlantique de produire les actes par lesquels, elle lui a retiré la parcelle O. du lot 1754 de Fidjrossè et puis annuler lesdits actes pour violation de la loi ;

- Vu la correspondance n°0406/GCS du 14 février 2000 invitant le requérant à consigner conformément aux dispositions de l'article 45 de l'Ordonnance n°21/PR du 26 avril 1966 ;

- Vu la lettre n°1123/GCS du 03 mai 2000, invitant le requérant à produire son mémoire ampliatif ;

- Vu la lettre n°1905/GCS du 09 août 2000 par laquelle le Conseil du requérant a été mis en demeure de produire son mémoire ampliatif ;

- Vu la correspondance n°2813/GCS du 06 novembre 2000 qui a communiqué la requête, le mémoire ampliatif et les pièces y annexées de Monsieur SINHA Blaise A. au Préfet de l'Atlantique pour produire ses observations ;

- Vu la mise en demeure n°0750/GCS adressée au Préfet de l'Atlantique pour produire ses observations qui n'ont pas été faites.

- Vu la consignation légale payée et constatée par reçu n°1682 du 06 mars 2000 ;



[Signature]

[Signature]

- Vu les dispositions de l'Ordonnance n°21/PR du 26 avril 1966 portant composition, organisation, attribution et fonctionnement de la Cour Suprême ;
- Vu toutes les pièces du dossier ;
- Ouï le Conseiller - Rapporteur Jérôme O. ASSOGBA en son rapport ;
- Ouï l'Avocat Général Clémence YIMBERE DANSOU en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

En la forme

Le recours de Monsieur SINHA Blaise est recevable pour avoir été introduit dans les forme et délai légaux.

Au fond

Considérant que le requérant au soutien de son recours déclare que la parcelle O du lot 1754 de Fidjrossè qui lui a été attribuée au recasement, lui a été retirée par le Préfet de l'Atlantique et attribuée à une autre personne en violation de la loi ;

Que sans avoir rapporté la preuve du retrait de cette parcelle et de la nouvelle attribution à une tierce personne, il sollicite que la Haute Juridiction adresse d'une part au Préfet une injonction en vue de la production par ce dernier des actes qui justifient ledit retrait et d'autre part annuler lesdits actes ;

Considérant qu'après mise en demeure pour la production de son mémoire ampliatif, le requérant s'est contenté de déposer à la Cour un mémoire aux fins de communication de pièces, sans préciser les textes de loi dont il soutient d'ailleurs la violation par l'administration ;

Considérant que le pouvoir d'injonction à l'administration échappe au juge administratif ;

Que la demande du sieur SINHA Blaise tendant à obtenir l'injonction par le juge au Préfet pour la production d'acte présumé ne peut être accueillie favorablement.



Considérant que la charge de la preuve incombant au demandeur, il importe, dans le cas d'espèce, à Monsieur SINHA A. Blaise de rapporter tout au moins la preuve des griefs portés contre l'Administration, à défaut de produire un acte écrit pris par cette dernière pour lui retirer ladite parcelle ;

Que ne l'ayant pas fait son recours n'est donc pas fondé et doit être rejeté.

Par ces motifs

Décide

Article 1^{er} : Le recours pour excès de pouvoir en date du 27 janvier 2000 de Monsieur SINHA A. Blaise est recevable.

Article 2 : Ledit recours est rejeté.

Article 3 : Les dépens sont mis à la charge du requérant.

Article 4 : Notification du présent arrêt sera faite aux parties et au Procureur Général près la Cour Suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Chambre Administrative de la Cour Suprême étant composée comme suit :

• Jérôme O. ASSOGBA, Conseiller à la Chambre Administrative ;
Président

• Eliane PADONOU

• Vincent DEGBEY

Conseillers

• Clémence YIMBERE DANSOU, Avocat Général ;
Ministre Public

Et de Me Geneviève GBEDO, Greffier.

Et ont signé

Le Président-Rapporteur

Le Greffier

Sétondji FAGNIBO
Administrateur des Impôts

Jérôme O. ASSOGBA

Geneviève GBEDO



DE-20007

Enregistré à Cotonou le 08/09/06

40 Cas de 6800

Reçu de deux mille francs.

L'inspecteur de l'impôt

Signature



Administración de la
Caja de Pensiones